

Document d'orientation

Réduire les risques sanitaires du dépassement climatique



International Federation of Red Cross and Red Crescent | Flickr

Table de Matières

Avant-propos	3
Résumé	4
À propos de la Commission	6
Comment le dépassement climatique affecte la santé	10
Les défis sanitaires d'un monde qui se réchauffe	11
Les mécanismes mondiaux existants doivent être renforcés pour réduire les effets du changement climatiques sur la santé	12
L'application du programme C.A.R.E. réduirait les risques sanitaires liés au dépassement climatique	15
La réduction des émissions et l'élimination du dioxyde de carbone sont des priorités absolues	15
L'adaptation et les autres mesures climatiques liées à la santé nécessitent un financement important	17
Modification du rayonnement solaire et effets sur la santé: les connaissances actuelles	19
Synergies positives et négatives	20
Recommandations politiques	22
Remerciements	25
Références	25

Avant-propos

Les cadres normatifs internationaux reconnaissent depuis longtemps les effets néfastes du changement climatique sur la santé publique. L'article premier de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques de 1992 souligne que les changements climatiques ont des «effets nocifs significatifs sur les écosystèmes naturels et aménagés, sur le fonctionnement des systèmes socio-économiques ou sur la santé et le bien-être [des humains]». Malgré ces réalités, les menaces pour la santé humaine ne cessent d'augmenter avec la fréquence et la gravité croissantes des vagues de chaleur, des sécheresses, des incendies de forêt, des mauvaises récoltes, des tempêtes et des épidémies.

La santé est une condition préalable, un indicateur et un résultat du développement et du progrès humain. Il est de notre responsabilité de faire preuve de prévoyance et de sagesse pour protéger la planète et la santé de ses habitants et ainsi garantir un monde sain aux générations futures. S'écarter des trajectoires de développement durable met en danger la santé publique à l'échelle mondiale. Alors qu'un dépassement de l'objectif de 1,5°C de l'Accord de Paris se profile, les répercussions considérables sur la santé deviennent de plus en plus évidentes. La vulnérabilité accrue aux maladies infectieuses, la malnutrition, les maladies mentales et la pollution de l'air ne sont que quelques exemples de ses conséquences désastreuses. La dynamique de transmission des maladies devrait s'aggraver. La dénutrition est une préoccupation croissante, en particulier chez les enfants et les femmes des pays à faible revenu confrontés à l'insécurité alimentaire et aux dérèglements climatiques. Les phénomènes météorologiques extrêmes, tels que les incendies de forêt qui exposent de vastes populations à des fumées et nuages toxiques, ont des répercussions considérables. Le dépassement du seuil de 1,5°C risque de freiner les progrès en portant atteinte aux infrastructures de soins de santé et en érodant la stabilité socio-économique, deux éléments vitaux pour la santé et le bien-être des populations. Le fardeau de la santé mentale devrait également s'alourdir, en particulier chez les personnes directement ou indirectement touchées par les effets du changement climatique, tels que les phénomènes extrêmes, les déplacements forcés, la migration et la pauvreté.

En cette période critique, il est impératif de réaffirmer notre engagement en faveur du développement durable et de la résilience climatique. La santé et le bien-être des générations actuelles et futures dépendent des décisions que nous prenons aujourd'hui. Ce document d'orientation est une invitation à l'action et souligne la nécessité de relever d'urgence les défis interdépendants du dépassement climatique et de la santé publique avec une vigueur nouvelle et des stratégies globales. Nos principales recommandations politiques pour réduire les répercussions du dépassement climatique sur la santé humaine sont les suivantes:

- 1. Accroître le financement et le soutien financier à l'échelle nécessaire pour l'action santé-climat dans le cadre des agendas nationaux et internationaux, afin d'atteindre les personnes les plus touchées et les plus vulnérables.**
- 2. Donner la priorité à des réductions immédiates et substantielles des émissions, abandonner progressivement les combustibles fossiles et intensifier l'élimination du carbone.**
- 3. Mettre en œuvre des mesures d'adaptation étendues et correctement financées, y compris pour les systèmes de santé.**
- 4. Mener des recherches approfondies sur les effets sur la santé des technologie de modification du rayonnement solaire (MRS), tout en maintenant un moratoire sur sa mise en œuvre.**

La voie que nous choisissons aujourd'hui déterminera si nous parviendrons à protéger et à promouvoir la santé pour tous, tout en garantissant un avenir durable et équitable.



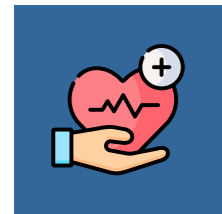
Pascal Lamy

Résumé

L'objectif principal de l'Accord de Paris est de maintenir «l'augmentation de la température moyenne de la planète bien en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels» et de poursuivre les efforts «pour limiter l'augmentation de la température à 1,5°C par rapport aux niveaux préindustriels». Alors que la planète se rapproche de cette limite de 1,5°C, l'interaction entre le dépassement climatique et la santé humaine devient de plus en plus critique.

1. Comprendre les effets du dépassement climatique sur la santé

Le risque imminent de dépassement climatique met en évidence une série de répercussions désastreuses sur la santé.



Risques pour la santé physique: la fréquence et l'intensité accrues des vagues de chaleur, les phénomènes météorologiques extrêmes et la détérioration de la qualité de l'air exacerbent les maladies respiratoires et cardiovasculaires. La malnutrition et les maladies à transmission vectorielle sont également en augmentation en raison d'un approvisionnement en eau et en nourriture perturbé.



Tensions en matière de santé mentale: le stress et les migrations induits par le changement climatique contribuent aux problèmes de santé mentale, notamment l'anxiété, la dépression et les troubles de stress post-traumatique.



Inégalités sociales et économiques: les populations vulnérables sont confrontées à des risques accrus en raison d'inégalités préexistantes, ce qui aggrave leur exposition aux risques sanitaires liés au climat.

2. Recommandations politiques: le programme C.A.R.E. pour réduire les risques liés à la santé d'un dépassement climatique

A. Accroître le financement de l'action climatique pour renforcer la résilience des systèmes de santé

- **Investissements ciblés:** augmenter le financement mondial de l'action climatique en mettant l'accent sur le renforcement des systèmes de santé et en soutenant les mesures d'adaptation. Il s'agit d'augmenter les flux financiers des pays développés vers les pays en développement, en respectant et en dépassant les engagements pris précédemment en matière de financement de l'action climatique.
- **Soutien aux populations vulnérables:** utiliser des mécanismes financiers tels que le Fonds vert pour le climat et le Fonds d'adaptation pour soutenir les efforts en matière de santé et d'adaptation au changement climatique dans les régions les plus vulnérables.

B. Renforcer la gouvernance mondiale et les mécanismes financiers

- **Rationalisation des ressources:** améliorer les structures de gouvernance mondiale afin de garantir une allocation efficace des fonds destinés à la santé et à l'adaptation climatique. Renforcer les mécanismes financiers pour mieux servir les communautés vulnérables et intégrer les considérations sanitaires dans les stratégies de financement de l'action climatique.
- **Respect des engagements financiers:** honorer et dépasser les engagements financiers existants pour soutenir l'action en faveur de la santé et du climat au niveau local.

C. Mettre en œuvre l'abandon progressif des combustibles fossiles et promouvoir l'élimination du carbone

- **Abandon progressif des combustibles fossiles:** élaborer un plan clair et équitable pour l'abandon progressif des combustibles fossiles, en tenant compte des différents contextes socio-économiques. La priorité doit être donnée à la réduction de la pollution de l'air, à la promotion des transports durables et à l'incitation à l'adoption d'une alimentation moins énergivore.
- **Intégration de l'élimination du dioxyde de carbone:** incorporer les technologies d'élimination de carbone pour atténuer l'excès de CO₂ atmosphérique et appuyer les résultats en matière de santé. Les systèmes de santé doivent adopter des énergies renouvelables, mettre en pratique les principes de l'économie circulaire et garantir la transparence de la chaîne d'approvisionnement.

D. Décarboniser les systèmes de santé à l'aide d'une approche globale

- **Décarbonisation à l'échelle du système:** appliquer une approche globale pour décarboniser les systèmes de santé, en se concentrant sur les pratiques durables dans la prestation des soins

de santé, les chaînes d'approvisionnement et les infrastructures. Mettre l'accent sur les soins préventifs et les services de proximité afin de réduire les émissions et d'améliorer les résultats pour les patients.

- **Investissement dans des infrastructures durables:** développer des établissements de santé économes en énergie et soutenir des solutions de déplacement et de transport à faible émission de carbone afin de minimiser l'empreinte carbone du système de santé.

E. Recherche et réglementation sur la modification du rayonnement solaire

- **Moratoire sur le déploiement:** mettre en place un moratoire sur les expériences de modification du rayonnement solaire (MRS) à grande échelle en raison des risques potentiels pour la santé et des conséquences transfrontalières. Concentrer les efforts de recherche sur la compréhension des effets de la MRS sur la santé, en veillant à la transparence et à la participation de tous.
- **Amélioration de la gouvernance:** favoriser la collaboration internationale en matière de recherche sur la MRS, avec une représentation équitable des pays du Nord et du Sud. Procéder à des examens indépendants et réguliers, et engager de vastes consultations pour répondre aux préoccupations en matière de gouvernance et de santé.



Pour faire face au risque de dépassement climatique, il est nécessaire d'adopter une approche multidimensionnelle qui intègre des considérations sanitaires à l'action climatique. En augmentant le financement de l'action climatique, en renforçant la gouvernance, en abandonnant progressivement les combustibles fossiles, en décarbonisant les systèmes de santé et en menant des recherches approfondies sur les technologies de MRS, nous pouvons atténuer les effets sur la santé, lutter contre les inégalités et œuvrer en faveur d'un avenir durable et équitable pour tous.

À propos de la Commission

La Commission sur le dépassement climatique (Climate Overshoot Commission) a été créée pour combler les lacunes potentielles en matière de gouvernance globale dans la réponse au changement climatique, en particulier en ce qui concerne les scénarios de dépassement. Elle a été officiellement établie avec le mandat suivant, qui concerne directement la santé publique:

1. Examiner les risques d'un dépassement de 1,5°C et l'éventail de réponses pour les traiter.
2. Établir les bénéfices, coûts probables, risques potentiels et lacunes actuelles dans la gouvernance mondiale de chaque option complétant l'action essentielle de réduction des émissions: adaptation, extraction du CO₂, modification du rayonnement solaire.
3. Établir les combinaisons d'options offrant le plus fort potentiel pour réduire les risques climatiques, en considérant spécialement les personnes et écosystèmes vulnérables, notamment dans les pays du Sud.
4. Engager des consultations transparentes, incluant les parties prenantes, sur les risques, les options stratégiques et l'intégration des politiques.
5. Développer des recommandations pour une stratégie intégrée visant à réduire les risques de dépassement climatique, en lien avec les Objectifs de développement durable des Nations Unies.
6. Partager et diffuser ces recommandations via une solide campagne de sensibilisation suite à la publication du programme C.A.R.E. de la Commission, y compris des documents d'orientation thématiques tels que celui-ci sur la santé publique.



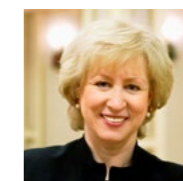
Les travaux de la Commission sont appuyés par un groupe de scientifiques internationaux de premier plan, qui lui communique les recherches les plus récentes et les plus pertinentes. Cela garantit ainsi que les stratégies et les recommandations de la Commission reposent sur des bases scientifiques solides. Composé de six membres, le groupe d'engagement des jeunes suit les délibérations de la Commission et fournit un retour d'information indépendant sur celles-ci afin de s'assurer que la Commission intègre les points de vue divers de la jeunesse dans son analyse. Un secrétariat facilite le fonctionnement de la Commission. Accueilli par le Forum de Paris sur la paix, il est composé de diplomates professionnels et d'experts universitaires qui supervisent les aspects logistiques, les procédures de briefing et la rédaction de documents thématiques clés.

En septembre 2023, la Commission a publié sa stratégie globale et l'a intégrée dans son rapport intitulé «Réduire les risques de dépassement climatique». Le rapport présente le programme C.A.R.E. de la Commission (Couper les émissions, s'Adapter aux impacts, Retirer le carbone et Explorer la Modification du rayonnement solaire), qui vise à guider les futurs dialogues mondiaux sur les actions audacieuses requises pour réduire et gérer les risques de dépassement climatique.

Commissaires



Son Excellence Carlos Alvarado Quesada, ancien Président du Costa Rica



La très honorable Kim Campbell, ancienne Première ministre du Canada



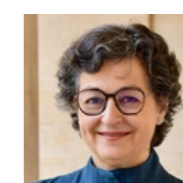
Dr Muhamad Chatib Basri, ancien Ministre des finances d'Indonésie



M. Jamshyd Godrej, président du Council on Energy, Environment and Water, Inde



Mme Frances Beinecke, Présidente émérite, Natural Resources Defense Council, États-Unis



Mme Arancha Gonzalez Laya, Doyenne de l'École des affaires internationales de Sciences Po Paris, ancienne Ministre des Affaires étrangères d'Espagne





Commissioners



Son Excellence Mahamadou Issoufou, Ancien Président du Niger, Président de la Fondation Issoufou Mahamadou



M. Pascal Lamy, Vice-président du Forum de Paris sur la paix, ancien Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce, France — Président



Dr Agnes Kalibata, envoyée spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour le Sommet sur les systèmes alimentaires, Présidente de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique, Rwanda



Son Excellence Anote Tong, ancien Président de Kiribati



Mme Hina Rabbani Khar, ancienne Ministre des affaires étrangères du Pakistan



Xue Lan, professeur titulaire de la chaire Cheung Kong et doyen du Schwarzman College à l'université de Tsinghua, Chine

Conseillers scientifiques



Prof. Chris Field, directeur de l'Institut Stanford Woods pour l'environnement et professeur d'études environnementales interdisciplinaires, Université de Stanford



Dr Thelma Krug, ancienne Vice-présidente du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat



Prof. Michael Obersteiner, professeur et directeur de l'Environmental Change Institute, Université d'Oxford



Groupe d'engagement des jeunes

- Mme Shirmai Chung, Hong Kong, RAS Chine
- Dr Alex Clark, Royaume-Uni
- Mme Louise Mabulo, Philippines
- Mx. Chandelle O'Neil, Trinité-et-Tobago
- M.Yuv Sungkur, Maurice
- M.Jeremiah Thoronka, Sierra Leone

Comment le dépassement climatique affecte la santé

Le danger que représente le dépassement climatique pour la santé publique exige une attention urgente et une action globale. Comme le souligne le programme C.A.R.E. (Couper les émissions, s'Adapter, Retirer le dioxyde de carbone, Explorer la modification du rayonnement solaire) de la Commission sur le dépassement climatique, il est indispensable d'augmenter le financement et de mettre en place des stratégies intégrées pour relever les défis interdépendants auxquels la santé mondiale est confrontée. L'Accord de Paris souligne la nécessité de préserver le droit à la santé face à l'escalade des effets du changement climatique, qui sont exacerbés par des crises telles que la lutte contre les pandémies et les conflits persistants. Ce document explore les outils et mécanismes existants conçus pour atténuer les effets sur la santé, soutient le renforcement nécessaire de ces initiatives et alliances, et explore les mécanismes de financement des projets liés à la santé.

Il met l'accent sur les réductions des émissions et les stratégies d'élimination du dioxyde de carbone visant à réduire les stocks de gaz à effet de serre, ce qui est essentiel pour minimiser les risques sanitaires liés au climat. Il aborde également les mesures d'adaptation qui sont essentielles pour renforcer la résilience de la santé publique, notamment la réduction des risques de catastrophe, la résilience de l'agriculture et la solidité des systèmes de santé. Il traite ensuite de la modification du rayonnement solaire

(MRS) et de ses effets potentiels sur la santé, en analysant les connaissances actuelles et en plaidant en faveur d'une évaluation complète des risques dans les cadres de la recherche.

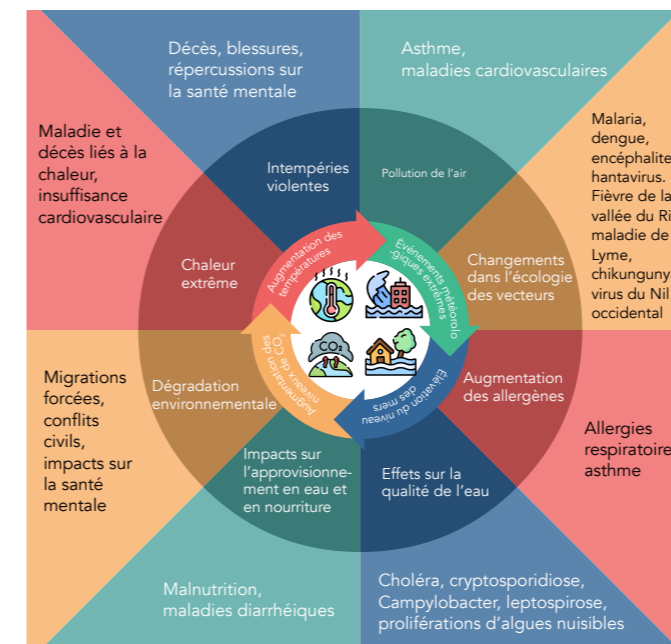
Il étudie en outre les effets de l'action climatique sur la pollution de l'air, le capital humain et les populations vulnérables, en soulignant la nécessité de politiques inclusives qui prennent en compte le genre, les populations autochtones et d'autres groupes marginalisés. Enfin, il présente des recommandations politiques axées sur le renforcement des systèmes de gouvernance mondiale, l'accélération de l'abandon des combustibles fossiles, l'amélioration de la résilience des systèmes de santé, l'augmentation du financement de l'action climatique et la promotion d'une recherche et de cadres de gouvernance responsables en matière de MRS.

Il est complexe de démêler les effets du changement climatique sur la santé, car les mutations à l'échelle mondiale sont notamment démographiques, sociales, économiques et environnementales. Une coordination et une gouvernance efficaces, ainsi qu'une mise en œuvre solide des politiques publiques, sont essentielles pour atténuer les risques sanitaires liés au dépassement et protéger la santé de tous face à l'exacerbation des défis mondiaux.



IMF Photo | James Oatway

Conséquences du changement climatique sur la santé humaine



Source: CDC, <https://www.cdcfoundation.org/climate-health/resources>

Les défis sanitaires d'un monde qui se réchauffe

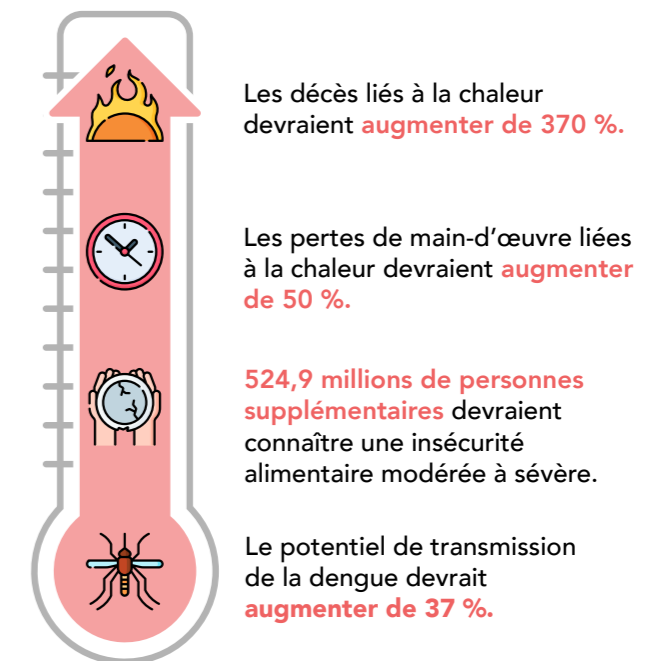
Le réchauffement planétaire a augmenté en moyenne de 1,45°C l'année dernière par rapport aux niveaux préindustriels¹, ce qui constitue la plus grande menace sanitaire à laquelle l'humanité ait jamais été confrontée.² Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) indique que 3,3 à 3,6 milliards de personnes vivent dans des zones très vulnérables au changement climatique, les pays les moins industrialisés souffrant de manière disproportionnée malgré leur contribution minimale au problème.³

Le changement climatique exerce des pressions insoutenables sur la santé publique et les systèmes de santé publique dans le monde entier.⁴ La Banque mondiale avertit que les effets du changement climatique sur la santé pourraient faire basculer 44 millions de personnes dans l'extrême pauvreté d'ici à 2030, en particulier en Afrique et en Asie du Sud.⁵ Le budget carbone mondial permettant de maintenir une hausse de température de 1,5°C devrait être épuisé au cours de cette décennie⁶, ce qui signifie que le monde se dirige vers des conséquences climatiques encore plus graves.

Ce dépassement climatique imminent augmentera la fréquence des vagues de chaleur et d'autres phénomènes météorologiques extrêmes, modifiera

les températures moyennes et les précipitations régionales, accroîtra les risques pour la sécurité alimentaire et hydrique, favorisera la propagation des vecteurs de maladies, augmentera le niveau des mers et obligera certaines personnes à fuir leur domicile.⁷ Ces conséquences seront particulièrement graves pour les populations les plus vulnérables et poseront des risques importants pour la santé publique en raison de leurs effets directs, des maladies infectieuses, de la malnutrition et du stress mental.⁸ Tout dépassement compromettra le développement et mettra en péril les systèmes de santé.⁹

Si la température augmente de 2 °C d'ici au milieu du siècle :



Source: Rapport2023 du Lancet Countdown sur la santé et les changements climatiques, <https://www.thelancet.com/infographics-do-climate-countdown-2023>

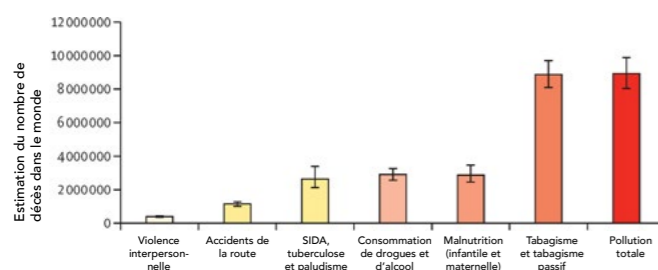
Le secteur de la santé lui-même contribue au problème, puisqu'il représente environ 5% des émissions mondiales de gaz à effet de serre, les pays du G20 étant responsables de plus de 75% de ce chiffre. Pourtant, les investissements visant à réduire les effets du changement climatique sur la santé restent extrêmement faibles. Alors que plus de 90% des pays ont inclus des priorités sanitaires dans les contributions déterminées au niveau national qu'ils ont soumises dans le cadre de l'Accord de Paris, 0,5% des financements climatiques multilatéraux seulement est alloué à des projets visant à protéger la santé.¹⁰ En outre, les bailleurs de la santé mondiale n'ont pas suffisamment intégré l'action climatique dans leurs investissements.¹¹

Les mécanismes mondiaux existants doivent être renforcés pour réduire les effets du changement climatique sur la santé

Chaque année, les systèmes énergétiques polluants contribuent à 6,7 millions de décès prématurés dus à la pollution de l'air¹², sur les 9 millions de décès totaux annuels dus à tous les types de pollution (pollution de l'eau, contamination des sols, etc.), soit un décès sur six dans le monde.¹³ Les systèmes alimentaires malsains participent quant à eux à l'augmentation mondiale des maladies non transmissibles. L'urbanisme aggrave souvent les problèmes de santé en encourageant l'utilisation de la voiture et les dommages qui en découlent. Comme indiqué ci-dessus, le secteur de la santé lui-même émet 4,6% des émissions mondiales de dioxyde de carbone.¹⁴

Les principaux objectifs pour réduire les effets du dépassement climatique sur la santé doivent inclure le développement de systèmes de santé résilients au climat par l'évaluation et l'atténuation des risques climatiques, l'intégration de la résilience au climat dans les soins de santé et les soins primaires et la mise en œuvre de systèmes de surveillance sanitaire tenant compte du climat. En outre, des efforts sont nécessaires pour promouvoir des systèmes de santé à faible émission de carbone par la stabilisation et la réduction des émissions liées aux soins de santé, le soutien à la couverture sanitaire universelle et un plaidoyer en faveur de co-bénéfices sanitaires par le biais d'actions axées sur le climat dans différents secteurs.¹⁵

Estimation du nombre de décès dans le monde par facteur de risque majeur ou par cause.



Source: Fuller R, Landrigan PJ, Balakrishnan K, Bathan G, Bose-O'Reilly S, Brauer M, Caravanos J, et al. *Pollution and health: a progress update*. *Lancet Planet Health*. Juin 2022; 6(6):e535-e547. doi: 10.1016/S2542-5196(22)00090-0. <https://www.thelancet.com/journals/lanplh/article/PIIS2542-5196%2822%2900090-0/fulltext>

Il est urgent que tous les acteurs du climat et de la santé reconnaissent le besoin pressant de renforcer les mécanismes de réponse, de gouvernance et de financement pour faire face aux menaces croissantes que le dépassement climatique fait peser sur la santé humaine. La stratégie mondiale sur la santé, l'environnement et les changements climatiques élaborée par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) est au cœur de cet effort.¹⁶ Cette stratégie, qui vise à favoriser l'amélioration durable de la qualité de vie grâce à la gestion de l'environnement, doit occuper une place centrale dans les négociations sur le climat lors des conférences des parties annuelles. Adoptée lors de la COP28¹⁷, la déclaration des Émirats arabes unis sur le climat et la santé de 2023 a initié un tel processus (bien qu'en marge de la conférence) en soulignant l'obligation d'intégrer les considérations de santé dans les politiques climatiques et de renforcer la résilience climatique au sein des systèmes de soins. La première Journée de la santé a également été organisée lors de la COP28, avec des dizaines de Ministres de la santé présents aux côtés de leurs homologues de l'environnement.¹⁸

Créée à la suite des engagements pris lors de la COP26, l'Alliance pour une action transformatrice sur le climat et la santé (ATACH)¹⁹ a joué un rôle essentiel dans la promotion de systèmes de santé résilients et durables dans le monde entier. Grâce à des initiatives telles que l'initiative sur l'action climatique et la nutrition (I-CAN) de la COP27²⁰, ATACH sert de plateforme pour l'échange de connaissances, le soutien technique et le plaidoyer. ATACH doit être renforcée pour catalyser les efforts visant à intégrer les considérations sanitaires dans les politiques climatiques et à aligner les priorités climatiques sur les agendas nationaux en matière de santé. En outre, pour parvenir à une intégration des questions de santé dans toutes les politiques, en veillant à ce que le climat et les soins de santé primaires bénéficient tous deux de ressources suffisantes, il est nécessaire de procéder à des évaluations régulières du changement climatique et de la vulnérabilité de la santé. Le principe de ces évaluations a été adopté par les gouvernements du monde entier lors de la 77^e Assemblée mondiale de la santé en mai 2024²¹, mais celles-ci nécessitent une adhésion et une mise en œuvre strictes. Pour être intégrées dans les systèmes de suivi et d'alerte précoce en vue d'interventions ciblées, les données résultant des évaluations doivent être ventilées par sexe, âge, handicap et autres facteurs afin de tenir compte des effets du changement climatique sur la santé et de réduire au minimum l'empreinte environnementale des systèmes de santé.

Les évaluations de la vulnérabilité du climat et de la santé doivent permettre d'établir des plans d'adaptation nationaux solides, adaptés au contexte de chaque pays. Les plans nationaux d'action doivent être axés sur la décarbonisation des systèmes de santé et des chaînes d'approvisionnement, tout en garantissant leur durabilité écologique sans pour autant compromettre la qualité des soins. Ces plans doivent devenir non seulement un élément central des contributions déterminées au niveau national, mais il est également essentiel de les mettre en œuvre dans un avenir proche.

Malgré la nécessité critique de réduire les effets du dépassement, les financements nécessaires sont fragmentés, difficiles d'accès et insuffisants. Lors de la COP28, des institutions financières, des philanthropes et des pays donateurs se sont engagés à verser un milliard de dollars pour faire avancer les solutions climatiques et sanitaires destinées aux communautés qui en ont le plus besoin.²² Les principes directeurs élaborés par la présidence de la COP28, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, le Fonds vert pour le climat, la Fondation

Rockefeller et l'OMS sont au cœur de ces efforts.²³ Ces principes sont approuvés par plus de 40 organisations et pays, ce qui témoigne d'un certain élan en faveur des approches en matière de climat et de santé. Toutefois, il est nécessaire d'élaborer des plans plus détaillés afin d'accroître ces engagements financiers et de veiller à ce que les fonds parviennent aux populations les plus vulnérables aux risques de dépassement climatique.

Pour faire face aux risques de dépassement climatique et à ses effets sur la santé et s'assurer que le secteur de la santé soit prêt et résilient, il est indispensable de renforcer, d'améliorer et de développer ces mécanismes encore précoces en intégrant la santé au cœur des négociations sur le climat. La consolidation de ces outils et initiatives de coopération et de financement augmente les chances des populations vulnérables de recevoir le soutien et les ressources nécessaires pour atténuer les effets du dépassement climatique et de s'y adapter efficacement.



L'application du programme C.A.R.E. réduirait les risques sanitaires liés au dépassement climatique

Élaboré par la Commission, le programme C.A.R.E. invite les gouvernements et les autres parties prenantes à donner la priorité à la réduction des émissions, à adopter des mesures d'adaptation globales et bien financées ainsi qu'à intensifier l'élimination du carbone. Tandis que la modification du rayonnement solaire (MRS) et les interventions équivalentes doivent faire l'objet d'un moratoire provisoire, il est essentiel de mener des recherches approfondies et de débattre des avantages et des risques potentiels qu'elles présentent. Si les pays avaient agi de manière responsable dans le passé, les réductions d'émissions auraient pu à elles seules atténuer les effets du changement climatique sur la santé. Le dépassement étant aujourd'hui inévitable, il est capital de s'adapter et d'éliminer le dioxyde de carbone. Une gestion efficace des risques nécessite également une compréhension préventive plus approfondie de la MRS, même s'il est regrettable d'en être arrivé là. Pour protéger la santé des personnes et de la planète, il faut intensifier immédiatement tous les efforts et transmettre aux populations locales et autres parties prenantes des connaissances cruciales pour l'avenir.

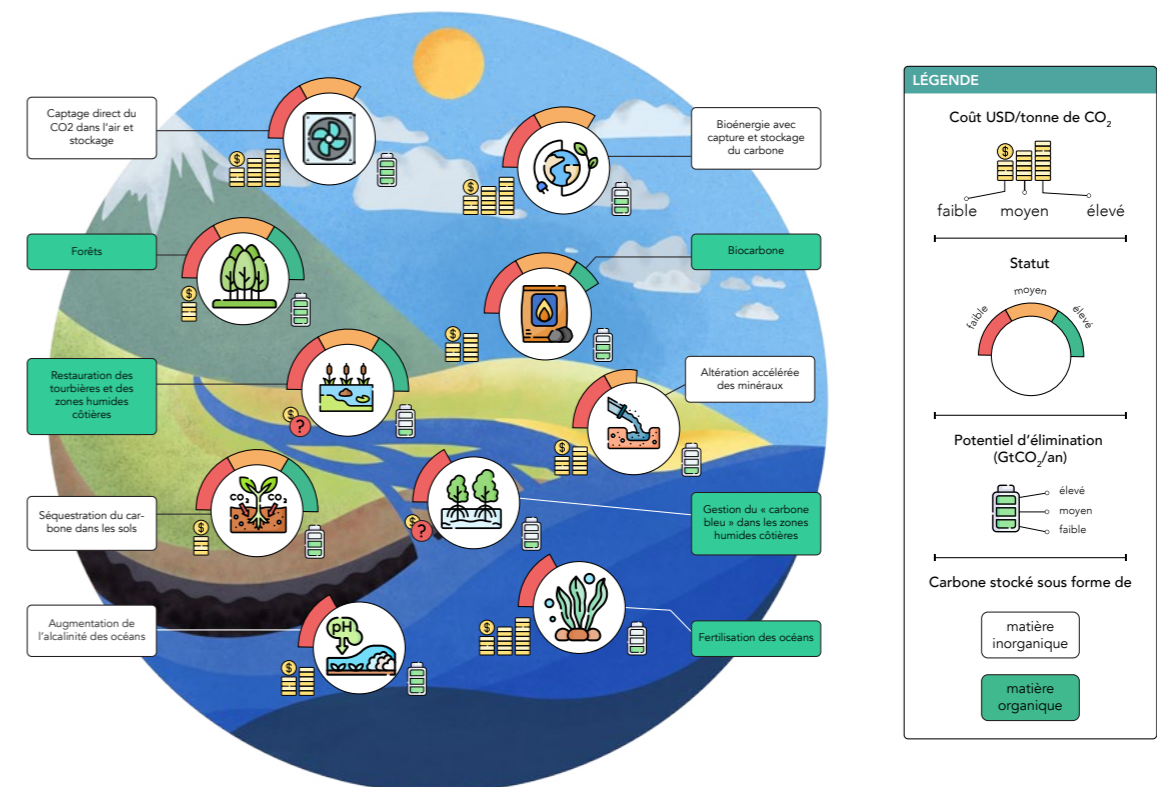
La réduction des émissions et l'élimination du dioxyde de carbone sont des priorités absolues

L'accord de Paris a inspiré une action climatique presque universelle. Suite aux engagements actuels, le monde pourrait éviter une augmentation catastrophique de la température de 4°C et se diriger plutôt vers une hausse de 2,6°C à 2,8°C si tous les plans d'action actuels pour le climat sont mis en œuvre.²⁴ Avec 87% de l'économie mondiale désormais visée par des objectifs de neutralité climatique, il serait possible limiter l'augmentation de la température à moins de 2°C.²⁵ Toutefois, il subsiste un écart important en matière d'atténuation du changement climatique. La trajectoire actuelle des émissions mondiales ne permet pas de limiter l'augmentation de la température à 1,5°C, même si l'on tient compte de tous les plans d'action climatique. Pour sortir de cette impasse, la Commission souligne l'importance de clarifier à nouveau l'objectif ultime de protection

de la santé humaine et la nécessité d'accélérer les efforts pour y parvenir.

Il est en particulier nécessaire de clarifier la question des combustibles fossiles, qui font encore l'objet d'une promotion continue par l'industrie. Plusieurs stratégies ont été proposées, notamment l'élimination progressive des émissions, le «zéro émission nette» et le «zéro émission absolue». Après examen, la Commission préconise un «abandon progressif, gradué et différencié des combustibles fossiles». Cette approche met l'accent sur les combustibles fossiles et évite l'ambiguïté portée par d'autres formulations. L'abandon doit être progressif, gradué et différencié, car les pays et les populations font face à des situations différentes. Il est essentiel de reconnaître que la transition vers l'abandon des combustibles fossiles aura des conséquences différentes pour les pays en développement. Cette transition doit être alignée sur les objectifs en matière de réduction de la pauvreté, de couverture sanitaire universelle et de développement. Par conséquent, la Commission affirme que les pays les plus riches doivent réduire leurs émissions plus fortement et plus rapidement afin de laisser aux pays en développement une plus grande marge de manœuvre, sans entraver leurs efforts pour renforcer les systèmes de santé ou faire face aux pandémies.

L'abandon progressif des combustibles fossiles permettra d'éviter les effets les plus néfastes de la chaleur et des phénomènes météorologiques extrêmes sur la santé. Les politiques d'atténuation des effets du changement climatique présentent de nombreux avantages pour la santé. L'amélioration des transports, du logement et des systèmes énergétiques combinée à l'abandon progressif des combustibles fossiles peut réduire les millions de décès causés par la pollution de l'air à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments. Les changements apportés aux transports peuvent favoriser une mobilité plus active et ainsi réduire les accidents de la route et la mortalité.



Infographie sur les méthodes d'élimination du carbone, rapport de la Commission sur le dépassement climatique

En outre, l'élimination du dioxyde de carbone (un ensemble de technologies et de pratiques qui éliminent le CO₂ de l'atmosphère et le stockent pour des périodes allant de quelques années à des millénaires) pourrait contribuer à de meilleurs résultats en matière de santé. D'après le GIEC, l'élimination du dioxyde de carbone est un «élément essentiel» des scénarios d'émissions nettes qui permettrait de limiter le réchauffement à 1,5°C ou à moins de 2°C.²⁶ Elle compenserait également les émissions difficiles à réduire provenant d'activités telles que la sidérurgie et la riziculture. L'élimination du carbone agit lentement, et les méthodes à plus grand potentiel sont plus coûteuses que la plupart des réductions d'émissions. Les risques associés sont généralement locaux et varient selon la méthode.

En moyenne, les systèmes de soins de santé représentent plus de 4,6% des émissions mondiales de CO₂. Pour la plupart des pays industrialisés, ce chiffre est plus proche de 10% des émissions nationales.²⁷ Environ 40 à 50% des émissions mondiales de CO₂ sont imputables à l'extraction de matériaux, à l'approvisionnement et à la fabrication d'équipements, ce que l'on appelle souvent le carbone incorporé. Les systèmes de santé doivent réduire la consommation directe d'électricité en utilisant des énergies renouvelables et en améliorant l'efficacité énergétique. Ils doivent baisser les émissions indirectes par une utilisation durable des matériaux et des pratiques d'économie circulaire²⁸, et en engageant la chaîne d'approvisionnement, via l'interrogation des

fournisseurs sur leur vulnérabilité au changement climatique et leurs stratégies en matière de réduction des émissions.²⁹

L'adaptation et les autres mesures climatiques liées à la santé nécessitent un financement important

Une meilleure adaptation au changement climatique protège les personnes vulnérables contre les conséquences des sécheresses, des inondations et des famines, tout en favorisant les opportunités économiques. L'adaptation est essentielle pour atteindre les objectifs de développement durable. Les mesures d'adaptation qui peuvent contribuer à protéger la santé publique comprennent la réduction des risques de catastrophe, la pénurie d'eau et des migrations forcées, ainsi que le renforcement de la résilience de l'agriculture et des systèmes de santé. Ces mesures nécessitent des ressources financières considérables, en particulier dans les pays en développement confrontés à de graves conséquences du changement climatique.

La mise en place de systèmes d'alerte précoce pour prévenir les communautés des risques imminents liés au climat est l'une des principales mesures d'adaptation pour la santé publique. La gestion des migrations induites par le climat est essentielle pour garantir une

relocalisation sans heurts et humaine des populations touchées par le changement climatique. Il est essentiel de renforcer la résilience des systèmes agricoles et agroalimentaires pour garantir l'approvisionnement alimentaire et les moyens de subsistance, en particulier dans les régions vulnérables, dont l'Afrique subsaharienne.

Au niveau mondial, l'adaptation doit faire l'objet d'une attention politique et d'un soutien financier accru. L'adaptation doit être intégrée dans des politiques de développement plus larges pour garantir une utilisation efficace des ressources et éviter ainsi une mal-adaptation. L'écart important entre le financement de l'adaptation nécessaire et ce qui est actuellement fourni est considérable.

Les mesures d'adaptation sont pour la plupart locales et spécifiques au contexte, ce qui nécessite des approches participatives et inclusives. Une attention particulière doit être accordée aux besoins et aux préférences des différents groupes et secteurs, notamment ceux qui sont marginalisés ou défavorisés. En tenant compte des vulnérabilités croisées des différents groupes, il est possible d'élaborer des solutions plus globales et plus équitables à la crise climatique. Pour cela, il faut tout d'abord mobiliser un financement de l'action climatique adapté aux besoins de santé des populations locales tout en garantissant le développement des capacités locales avec des ressources locales flexibles pour des solutions locales.³⁰

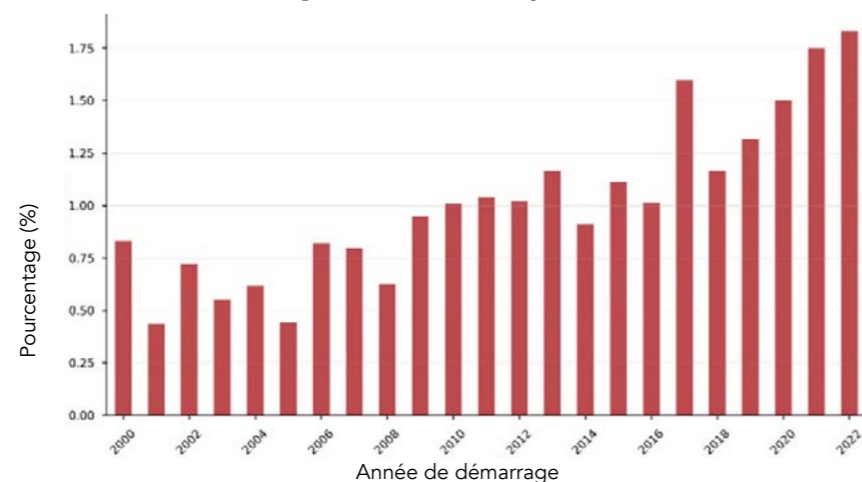
En outre, le dépassement climatique augmenterait le financement nécessaire pour accélérer les réductions d'émissions, l'adaptation et la résilience des systèmes de santé, et protéger la santé publique.



Malgré des incertitudes sur le montant du financement actuel de l'action climatique et les besoins en la matière, il est clair que les ressources actuelles sont très insuffisantes.

Le volume mondial du financement de l'action climatique en 2021/2022 s'élevait à 1270 milliards d'USD. Plus de 90% du total (1150 milliards d'USD) ont été consacrés à la réduction des émissions, tandis que 5% seulement ont soutenu l'adaptation (63 milliards d'USD).³¹ Les pays industrialisés sont mieux à même de mobiliser les fonds nécessaires à la réduction de leurs émissions et à l'adaptation au changement climatique, car ces fonds représentent une part plus faible de leur économie. Le groupe d'experts indépendants de haut niveau sur le financement de l'action climatique estime que les pays en développement (à l'exclusion de la Chine) auront besoin de 2000 à 2400 milliards de dollars par an d'ici à 2030 pour couvrir les réductions d'émissions, l'adaptation et les pertes et dommages.

Pourcentage du financement des subventions pour le changement climatique et la santé



Source: Sovacool, B.K., Clifford, H., Pearl-Martinez, R. et al. Critically examining research funding patterns for climate change and human health. *npj Clim. Action* 3, 64 (2024). <https://doi.org/10.1038/s44168-024-00142-0> <https://www.nature.com/articles/s44168-024-00142-0/figures/2>

Dans le même temps, le changement climatique devrait entraîner d'ici 2050 des pertes économiques supplémentaires de 12500 milliards de dollars dans le monde entier, dont 1100 milliards de dollars de coûts additionnels pour des systèmes de santé déjà mis à rude épreuve.³² Néanmoins, entre 2000 et 2022, seulement 0,7% des projets de recherche financés ont été enregistrés dans la base de données Dimensions des publications mondiales, des essais cliniques et des brevets liés à la santé et au changement climatique, pour un montant total de 20,9 milliards d'USD.³³

Les flux de financement de l'action climatique des pays développés vers les pays en développement atteindraient 100 milliards d'USD par an en 2023. L'année cible initiale pour ce niveau, annoncée à Copenhague en 2009, était 2020. Il y a eu un écart important et récurrent entre le financement promis pour le climat et le financement effectivement fourni. Bien que significatif, l'objectif de 100 milliards de dollars par an est bien inférieur aux besoins réels des pays en développement qui sont au moins 20 fois supérieurs. Ce schéma répétitif de promesses insuffisantes et tardives a exacerbé la défiance des pays en développement envers les pays développés.

Pour les pays en développement, le financement de l'action climatique et du développement est étroitement lié. Les actions et les investissements nécessaires pour parvenir à une couverture sanitaire universelle, mettre en place des systèmes de santé et des services sociaux durables, réduire les émissions et s'adapter au changement climatique se recoupent souvent. Lors de la COP28, des institutions financières, des philanthropes et des pays donateurs se sont engagés à verser un milliard de dollars pour faire avancer les solutions climatiques et sanitaires destinées aux populations qui en ont le plus besoin. Les principes directeurs approuvés par plus de 40 organisations et pays sont au cœur de ces efforts, ce qui témoigne d'un certain élan en faveur des approches en matière de climat et de santé. Toutefois, il est nécessaire d'élaborer des plans plus détaillés afin d'accroître ces engagements financiers et de veiller à ce que les fonds parviennent aux populations les plus vulnérables aux risques de dépassement climatique.

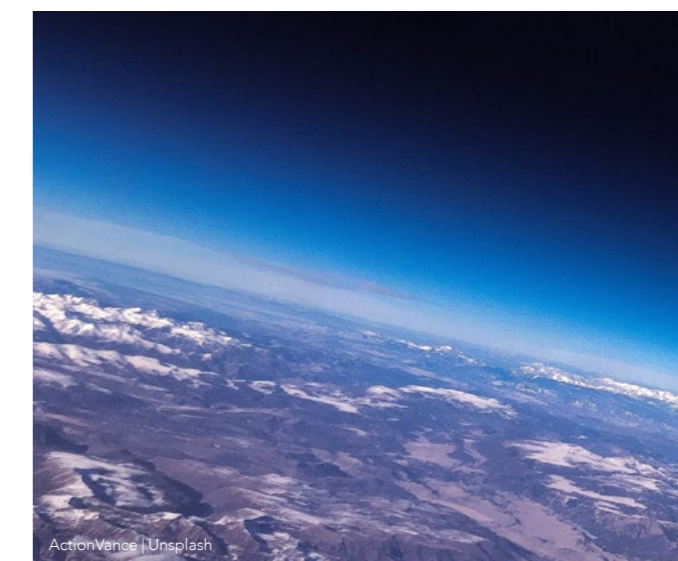
En outre, les tensions entre le climat et le développement se sont exacerbées ces dernières années. La pandémie de COVID-19 et la crise de la sécurité alimentaire ont anéanti des décennies de progrès et fait replonger 120 millions de personnes dans l'extrême pauvreté. Les populations les plus démunies sont aussi les plus exposées aux effets du changement climatique et les moins à même de s'y adapter,

faute de ressources et d'opportunités. Or, cette transition indispensable vers un futur sobre en carbone et résilient est impossible tant que la population est confrontée à la pauvreté, à l'insécurité alimentaire, au manque de soins et à une protection sociale inadéquate.

Modification du rayonnement solaire et effets sur la santé: les connaissances actuelles

Dans le cadre de son programme C.A.R.E., la Commission sur le dépassement climatique a envisagé la modification du rayonnement solaire (MRS) comme une intervention climatique supplémentaire dans la lutte contre le dépassement. La MRS englobe des techniques telles que l'injection d'aérosols stratosphériques (SAI) et la réduction de la luminosité des nuages marins (MCB), qui sont conçues pour réfléchir une partie de la lumière du soleil dans l'espace, réduisant ainsi les températures à l'échelle de la planète. La MRS est toutefois très controversée et «les données empiriques publiées ne semblent pas suffisantes pour évaluer de manière concluante la faisabilité et l'intérêt d'un mécanisme d'administration ou d'une substance spécifique»³⁴.

La MRS présente plusieurs risques sur le plan sanitaire et environnemental. L'injection d'aérosols sulfatés dans le cadre de la SAI peut réduire les températures, mais elle peut également contribuer à l'acidification des sols et de l'eau, retarder la reconstitution de la couche d'ozone et augmenter la pollution troposphérique par le soufre, avec des répercussions importantes sur la santé et la production alimentaire.³⁵ Bien que les aérosols de calcite sont susceptibles de contrecarrer l'acidification et d'éviter certains effets



négatifs sur la pollution et la couche d'ozone³⁶, ils peuvent toutefois menacer la formation des nuages et la couche d'ozone. En outre, l'extraction minière, le broyage et le transport de matériaux nécessaires à la SAI pourraient entraîner une pollution de l'air, avec donc des effets néfastes sur la santé et l'eau potable.

Les effets de la MCB dépendent des matériaux, des quantités et des lieux de déploiement. En effet, l'ensemencement des nuages avec de l'eau de mer pourrait donner des concentrations similaires aux concentrations naturelles de sel marin, mais les dépôts côtiers pourraient être néfastes pour les infrastructures et la salinité des sols. Aussi, il est possible que les évolutions de l'irradiation liées à la modification du rayonnement solaire diminuent l'efficacité de la production d'énergie photovoltaïque et la croissance des plantes, affectant ainsi la productivité agricole et la vie terrestre. L'augmentation des charges d'aérosols pourrait également blanchir le ciel et engendrer des couchers de soleil plus colorés, avec par conséquent des expériences culturelles transformées.

La Commission reste prudente et préconise des recherches approfondies et une gouvernance solide, tout en veillant à ce que la MRS ne se substitue pas aux réductions d'émissions essentielles. La Commission rappelle la nécessité d'une délibération mondiale équitable avec la participation des pays en développement à la recherche sur la MRS et aux dialogues politiques. Elle souligne l'importance d'empêcher un déploiement prématuré ou unilatéral, de répondre aux tensions politiques internationales potentielles et de veiller à ce que la MRS ne sape pas les efforts de réduction des émissions. Tout en reconnaissant les avantages potentiels de la MRS, la Commission réaffirme l'intérêt d'une approche équilibrée, axée sur la transparence, l'engagement public et la mise en place de cadres de gouvernance efficaces en vue d'étudier de manière responsable le rôle de la MRS dans l'atténuation des effets du changement climatique sur la santé.

Synergies positives et négatives

Certains effets positifs liés aux différentes approches sont déjà évidents. La réduction des émissions peut par exemple renforcer la résilience. La mise en place de systèmes de transport écologiques visant à réduire les émissions, y compris pour les soins de santé, peut également contribuer à la réponse aux catastrophes. De même, les initiatives d'adaptation peuvent réduire les émissions. En effet, l'amélioration de la fiabilité énergétique destinée à renforcer



la résilience engendre souvent une augmentation de l'efficacité énergétique, et donc une réduction des émissions. Les projets d'élimination du dioxyde de carbone peuvent être bénéfiques pour l'adaptation, et les mesures correspondantes peuvent contribuer à extraire et à stocker le carbone de l'atmosphère.

L'action climatique peut avoir des retombées positives sur les systèmes de santé et les résultats sanitaires, en encourageant des économies et des sociétés plus durables et plus équitables, axées sur le bien-être des personnes et des écosystèmes. Il existe d'importantes opportunités à saisir, mais il est essentiel de veiller à ce qu'elles soient accessibles à tous.

Des effets négatifs peuvent également survenir. La réduction des émissions est le principal moyen de limiter le dépassement. La mise en œuvre ou la simple étude de l'élimination du dioxyde de carbone ou de l'adaptation au rayonnement solaire ne doit donc pas conduire les décideurs à relâcher ou à reporter leurs efforts de réduction.

La Commission sur le dépassement climatique recommande plusieurs mesures pour promouvoir les effets positifs et décourager les effets négatifs, notamment les suivantes:

- mettre l'accent sur les projets ayant des effets positifs dans les portefeuilles de financement de l'action climatique;
- donner la priorité à l'approche «Une seule santé» (One Health) afin d'optimiser la santé des personnes, des animaux et des écosystèmes;

- veiller à ce que les politiques d'élimination du dioxyde de carbone ne considèrent pas que les absorptions de carbone sont interchangeable avec les réductions d'émissions réalisables;
- veiller à ne pas exacerber les inégalités existantes, en particulier envers les groupes historiquement marginalisés.

L'approche «Une seule santé», qui englobe la santé des humains, des animaux et des plantes dans un cadre unifié, est essentielle lorsqu'il s'agit de traiter les effets du changement climatique sur la santé. Cette approche porte sur les zoonoses et les maladies à transmission vectorielle et contribue de manière significative à la sécurité alimentaire, à la salubrité de l'eau potable, à l'assainissement, à l'hygiène et aux systèmes intégrés de surveillance et de réponse. Par exemple, les services conjoints de vaccination humaine et animale et les systèmes intégrés de surveillance des maladies ont démontré des avantages financiers et sanitaires. Dans les régions semi-arides, le bétail joue un rôle essentiel dans la sécurité alimentaire, et les sécheresses induites par le climat affectent les populations humaines et animales. L'approche «Une seule santé» encourage également la réduction des émissions de méthane provenant des ruminants, de meilleures pratiques en matière d'eau et d'assainissement ainsi que le développement de systèmes de surveillance intégrés pour la détection précoce et la réponse aux maladies émergentes.³⁷ Dans l'ensemble, le cadre «Une seule santé» offre un moyen holistique et collaboratif de relever les défis sanitaires multidimensionnels du changement climatique, en favorisant la coopération intersectorielle ainsi que des stratégies globales d'adaptation et d'atténuation.

L'égalité des sexes, les droits en matière de santé sexuelle et reproductive (DSSR) et le changement climatique sont étroitement liés. Le changement climatique exacerbe les inégalités sociales, menaçant tout particulièrement la santé et les droits des filles et des femmes, la vulnérabilité étant affectée par des facteurs tels que le sexe, la sexualité, l'âge, la richesse et l'appartenance à un groupe ethnique. Bien que ces liens soient de plus en plus évidents, les données et les analyses ventilées par sexe présentent des lacunes importantes. Les liens entre le changement climatique et les droits en matière de santé sexuelle et reproductive ont été largement négligés, alors même qu'il est essentiel de les comprendre pour que l'adaptation au climat et les mesures pour l'égalité des sexes soient efficaces.³⁸ L'intégration de l'égalité des sexes et des droits en matière de santé sexuelle et reproductive dans l'action climatique peut améliorer

l'efficacité de la réponse climatique et promouvoir une société plus inclusive.

Les mécanismes des droits humains fournissent également un cadre pour aborder le problème du dépassement climatique, en mettant l'accent sur les normes internationales qui guident les responsabilités des gouvernements. L'évolution de la législation correspondante a établi les bases de la responsabilité juridique en matière de santé publique, en intégrant divers droits tels que le droit à l'eau, à l'alimentation, au développement et à un environnement sain. Cette approche fondée sur les droits garantit que les normes juridiques internationales correspondant aux avancées des politiques publiques. Malgré le lien essentiel entre le dépassement climatique et la santé, le discours sur le changement climatique a souvent ignoré les droits humains. La conférence de Stockholm de 1972 a permis une première reconnaissance des besoins en matière de santé environnementale, mais elle n'a pas donné lieu à des engagements contraignants. Par la suite, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques de 1992 et les accords ultérieurs sur le climat ont abordé l'action climatique sans intégrer pleinement les normes relatives aux droits humains.³⁹

L'Accord de Paris n'a pas réussi à intégrer explicitement les droits humains malgré le plaidoyer vigoureux de divers défenseurs et de l'OMS. Bien que l'accord comprenne des dispositions relatives à l'adaptation au climat, il n'intègre pas pleinement les principes des droits humains. Une étape importante a été franchie en 2021 lorsque le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies a reconnu le droit à un environnement sûr et sain. Cette reconnaissance est une avancée notable, mais cette déclaration politique ne s'est pas transformée en une affirmation juridique contraignante. En 2022, l'Assemblée générale des Nations Unies a déclaré que l'accès à un environnement propre, sain et durable était un droit humain universel.⁴⁰ Bien qu'il ne soit pas juridiquement contraignant, cet engagement représente un progrès considérable dans l'alignement de la santé environnementale sur les droits humains. Il reste encore toutefois des progrès à faire pour reconnaître et intégrer les droits humains dans la gouvernance climatique.

Recommandations politiques

Alors que le monde s'apprête à dépasser l'objectif de 1,5°C fixé par l'Accord de Paris, les répercussions considérables sur la santé deviennent de plus en plus évidentes, tout comme l'urgence d'agir dès à présent pour protéger la santé contre le changement climatique. La santé est une condition préalable, un indicateur et un résultat du développement et du progrès humain. Les décisions prises aujourd'hui auront des répercussions sur plusieurs générations, car elles détermineront si nous perpétons les inégalités ou si nous ouvrons la voie à un monde plus équitable, plus juste et plus durable, où chacun pourra vivre en bonne santé. Nos principales recommandations politiques pour réduire les risques de dépassement climatique sur la santé humaine sont les suivantes:

1. Augmenter considérablement le financement mondial de l'action climatique afin de répondre aux besoins urgents des systèmes de santé et de financer les efforts d'adaptation et ainsi faire face au dépassement climatique.

- Allouer des fonds suffisants pour renforcer la résilience des systèmes de santé et soutenir les initiatives d'adaptation afin de gérer les effets sur la santé du dépassement climatique.
- S'engager à augmenter les flux annuels de financement de l'action climatique des pays développés vers les pays en développement d'ici 2030 afin d'atteindre les estimations requises par le groupe d'experts indépendants de haut niveau sur le financement de l'action climatique.
- Respecter et dépasser les engagements précédents en matière de financement de l'action climatique afin d'atteindre les communautés locales et d'accroître leurs capacités et leur résilience.

2. Renforcer la gouvernance mondiale et les systèmes multilatéraux pour relever les défis sanitaires exacerbés par le dépassement climatique, en se concentrant sur le soutien et le respect des engagements financiers.

- Rationaliser les ressources financières destinées à la santé et au changement climatique pour les pays vulnérables, qui n'ont souvent pas la capacité financière pour faire face aux effets du changement climatique.
- Renforcer les mécanismes financiers, notamment le Fonds vert pour le climat, le Fonds d'adaptation et les principes directeurs de la COP28 pour le financement des solutions en matière de climat et de santé, afin de mobiliser les ressources nécessaires à la mise en œuvre effective d'actions climatiques pertinentes pour la santé.
- Veiller à ce que les fonds parviennent aux populations les plus vulnérables afin de faciliter la transition vers un avenir à faible émission de carbone et résilient, en intégrant des considérations sanitaires dans les stratégies d'adaptation au climat et d'atténuation de ses effets.



3. Définir l'abandon progressif des combustibles fossiles et la réduction des émissions de carbone comme objectifs clés de la protection de la santé publique.

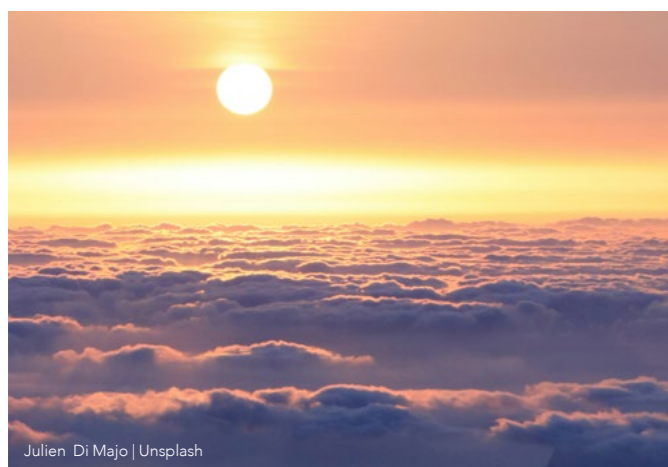
- Pour obtenir des avantages sanitaires associés, il convient de mettre en œuvre un abandon progressif, clair, équitable et responsable des combustibles fossiles, en faisant de cette question une priorité des politiques climatiques tout en tenant compte des différents contextes socio-économiques des pays.
- Veiller à ce que les politiques d'atténuation du changement climatique maximisent les bénéfices pour la santé en apportant des améliorations aux transports, au logement et aux systèmes énergétiques qui réduisent la pollution de l'air et les maladies associées, les accidents de la route, et encouragent la production et la consommation d'aliments durables afin d'atténuer les risques pour la santé liés à l'alimentation.
- Intégrer les technologies d'élimination du dioxyde de carbone en tant qu'élément essentiel de l'action climatique afin d'éliminer l'excès de CO₂ atmosphérique, de favoriser de meilleurs résultats en matière de santé et de compenser les émissions difficiles à réduire.
- Les systèmes de santé doivent réduire la consommation directe d'énergie en utilisant les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, en adoptant une utilisation durable des matériaux et des pratiques d'économie circulaire et en garantissant la transparence de la chaîne d'approvisionnement pour tenir compte du carbone incorporé.

4. Adopter une approche globale et systémique pour adapter et décarboniser efficacement les systèmes de santé, en abordant tous les aspects des soins de santé, des chaînes d'approvisionnement à la formation des agents de la santé, tout en donnant la priorité à la qualité des soins et aux résultats individuels.

- Prendre en compte les compromis potentiels des solutions à faible émission de carbone pour les soins aux patients, en veillant à ce que les préférences des patients soient respectées afin d'éviter les effets négatifs sur la santé.
- Investir dans la prévention pour réduire les besoins en services de santé, en diminuant les coûts et les émissions.
- Mettre l'accent sur les soins de proximité afin d'améliorer l'accès et l'expérience des patients, de réduire les émissions dues aux déplacements et d'utiliser moins de ressources.
- Investir dans des infrastructures de soins de santé durables, telles que des bâtiments économes en énergie et des sources d'énergie renouvelables.
- Veiller à ce que les chaînes d'approvisionnement soient décarbonisées et promouvoir des stratégies de déplacement et de transport à faible émission de carbone, y compris des véhicules d'urgence électriques, des restrictions sur l'utilisation des véhicules privés et des transports publics accessibles/électrifiés.

5. Étudier attentivement la recherche sur la modification du rayonnement solaire, la gouvernance et les risques pour la santé publique, ainsi que les avantages potentiels.

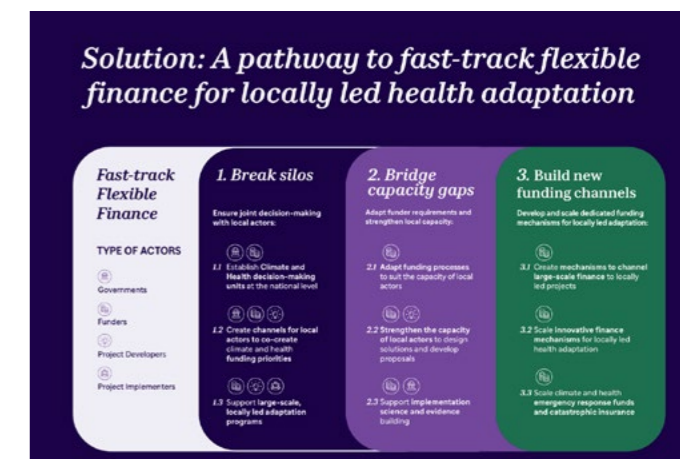
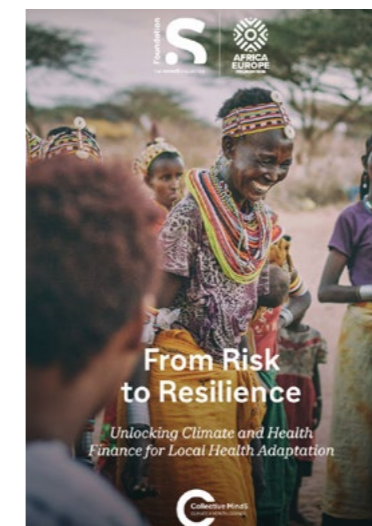
- Les pays doivent imposer un moratoire sur le déploiement de la MRS et sur les expériences à grande échelle de la modification du rayonnement solaire en plein air en raison des dommages transfrontaliers potentiels importants et des risques pour la santé.
- Étendre la recherche sur la modification du rayonnement solaire par le biais de projets collaboratifs nord-sud afin de renforcer les capacités dans les pays en développement et d'assurer une participation inclusive, en mettant l'accent sur la compréhension des effets sur la santé.
- Assurer la transparence du financement de la recherche afin de maintenir la confiance et la crédibilité, en particulier en ce qui concerne les répercussions sanitaires de la modification du rayonnement solaire.
- Renforcer la coordination internationale en matière de recherche sur la modification du rayonnement solaire, guidée par des priorités communes et une représentation équitable des pays du Nord et du Sud, en mettant l'accent sur les résultats en matière de santé.
- Entreprendre des examens scientifiques réguliers et indépendants de la recherche sur la modification du rayonnement solaire afin d'informer les parties prenantes des dernières données et des risques potentiels pour la santé.
- Réaliser des évaluations complètes des risques liés aux méthodes de modification du rayonnement solaire, telles que les aérosols sulfatés, afin d'évaluer leur impact sur la qualité de l'air et la santé.
- Mener de vastes consultations et dialogues pour relever les défis de la gouvernance et veiller à ce que les diverses perspectives sur les incidences sanitaires soient intégrées à la prise de décision en matière de modification du rayonnement solaire.



Julien Di Majo | Unsplash



Pour plus d'informations, lisez le rapport de la Fondation S



Remerciements

Cette analyse du dépassement climatique, de la santé publique et des approches au programme C.A.R.E. a été rendue possible grâce au soutien généreux de la Fondation S, le collectif Sanofi. Ce document a été rédigé par Khalid Tinasti.

Secrétariat

Khalid Tinasti, chef du secrétariat et directeur des relations extérieures

Adrien Abécassis, conseiller spécial du président

Sophia Luisa La Marca, responsable des opérations

Zarah Kandjee, spécialiste des politiques publiques

Le Forum de Paris sur la paix

La Commission est accueillie par le Forum de Paris sur la paix, une initiative française lancée en 2018 en vue de créer une plateforme multi-acteur à Paris afin d'aborder les questions de gouvernance mondiale. Tout au long de l'année, le Forum travaille à renforcer la gouvernance des biens communs mondiaux, comme l'espace, le cyberspace ou les océans, et à améliorer la gestion internationale des enjeux globaux, le développement de l'intelligence artificielle et des technologies de rupture, ou encore la transition écologique et sociale de l'économie. Son événement annuel rassemble des chefs d'État, de gouvernement et d'organisations internationales, ainsi que des dirigeants de la société civile et du secteur privé, autour d'initiatives concrètes mettant l'accent sur les pays du Sud.

Conception graphique et illustrations: Alex Bilodeau

References

1. «L'OMM confirme que 2023 bat le record mondial de températures». Genève: Organisation météorologique mondiale. 12janvier2024. <https://wmo.int/fr/news/media-centre/lomm-confirme-que-2023-bat-le-record-mondial-de-temperatures>
2. OMS (2021) COP26 special report on climate change and health: the health argument for climate action. Genève: Organisation mondiale de la Santé.
3. GIEC (2022) GIEC. 2023. Le résumé à l'intention des décideurs présente les principales conclusions de la contribution du groupe de travail III (GTIII) au sixième rapport d'évaluation du GIEC. Genève: Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.
4. Cissé G, McLeman R et al. (2023) Chapter 7 Health, Wellbeing and the Changing Structure of Communities Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability. IPCC Sixth Assessment Report. Genève: Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.
5. Development Bank Working Group for Climate-Health Finance (2024) Development Banks' Joint Roadmap for Climate-Health Finance and Action. Washington DC : The World Bank.
6. Bednar J, Obersteiner M, Baklanov A. et al. Operationalizing the net-negative carbon economy. Nature 596, p. 377–383 (2021). doi: 10.1038/s41586-021-03723-9
7. Romanello M, Napoli CD, Green C, Kennard H, Lampard P, Scamman D, et al. The 2023 report of the Lancet Countdown on health and climate change: the imperative for a health-centred response in a world facing irreversible harms. Lancet. 16décembre2023; 402(10419):2346-2394. doi: 10.1016/S0140-6736(23)01859-7.
8. Egerton P, Grasso VF, Hewitt C et al. (2023) 2023 State of Climate Services: Health. Genève: Organisation météorologique mondiale.
9. Commission sur le dépassement climatique (2023) Réduire les risques de dépassement climatique. Paris: Commission sur le dépassement climatique. <https://www.overshootcommission.org/report>
10. Alcayna T, O'Donnell D, Chandaria S. How much bilateral and multilateral climate adaptation finance is targeting the health sector? A scoping review of official development assistance data between 2009-2019. PLOS Glob Public Health. 14juin2023;3(6). doi: 10.1371/journal.pgph.0001493
11. 41 bailleurs de fonds et partenaires approuvent de nouveaux principes directeurs pour le financement de solutions climatiques et sanitaires visant à protéger la santé. 2décembre2023. Genève: Organisation mondiale de la Santé. <https://www.who.int/news/item/02-12-2023-41-funders--partners-endorse-new-guiding-principles-for-financing-climate-and-health-solutions-to-protect-health>
12. 7 millions de décès prématurés sont liés à la pollution de l'air chaque année. Genève: Organisation mondiale de la Santé. <https://www.who.int/teams/environment-climate-change-and-health/air-quality-and-health/health-impacts/types-of-pollutants>
13. Fuller R, Landrigan PJ, Balakrishnan K, Bathan G, Bose-O'Reilly S, Brauer M, Caravanos J, et al. Pollution and health: a progress update. Lancet Planet Health. Juin2022; 6(6):e535-e547. doi: 10.1016/S2542-5196(22)00090-0
14. Schmidt L, Bohnet-Joschko S. Planetary Health and Hospitals' Contribution-A Scoping Review. Int J Environ Res Public Health. 19octobre2022;19(20):13536. doi: 10.3390/ijerph192013536
15. Conseil exécutif de l'OMS. Changement climatique et santé: Rapport du Directeur général, EB154/25. 20déc.2023. Genève: Organisation mondiale de la Santé.
16. OMS (2020), Projet de stratégie mondiale OMS sur la santé, l'environnement et les changements climatiques: la transformation nécessaire pour améliorer durablement la vie et le bien-être grâce à des environnements sains. Genève: Organisation mondiale de la Santé. <https://www.who.int/publications/i/item/9789240000377>
17. UAE Declaration on climate and health. 3décembre2023. Dubai: COP28. <https://www.cop28.com/en/cop28-uae-declaration-on-climate-and-health>
18. The Lancet. Health Day at COP28: a hard-won (partial) gain. Lancet. 9décembre2023;402(10418):2167. doi: 10.1016/S0140-6736(23)02746-0
19. Alliance pour une action transformatrice sur le climat et la santé (ATACH). Genève: Organisation mondiale de la Santé. <https://www.who.int/fr/initiatives/alliance-for-transformative-action-on-climate-and-health>

References

20. OMS et COP27 (2022) Initiative sur l'action climatique et la nutrition (I-CAN). Genève: Organisation mondiale de la Santé. <https://www.gainhealth.org/sites/default/files/publications/documents/Initiative-on-climate-action-and-nutrition-I-CAN.pdf>
21. Assemblée mondiale de la santé (2024) Changements climatiques et santé, résolutionA77/A/CONF./7. Mai2024. Genève: Organisation mondiale de la Santé.
22. Plus de 120pays approuvent la déclaration des Émirats arabes unis sur le climat et la santé lors de la COP28, ce qui constitue une avancée décisive pour la santé dans les négociations sur le climat. 2décembre2023. Dubai: COP28. <https://www.cop28.com/en/news/2023/12/Health-Declaration-delivering-breakthrough-moment-for-health-in-climate-talks>
23. COP28 (2023) Déclaration des Émirats arabes unis sur le climat et la santé à la COP28. Approuvée par 149États membres. Dubai: COP28. <https://www.cop28.com/en/cop28-uae-declaration-on-climate-and-health>
24. PNUÉ (2023) Rapport2023 sur le déficit de l'adaptation au climat. Nairobi: Programme des Nations Unies pour l'environnement.
25. CCNUCC (2023) Résultat du premier bilan mondial, DécisionFCCC/PA/CMA/2023/L.17. Dubai: COP28.
26. Shukla PR, Skea J, Slade R (2022) Changement climatique 2022: Atténuation du changement climatique. Contribution du groupe de travail III au sixième rapport d'évaluation. Genève: Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.
27. Karliner J, Slotterback S, Boyd R et al. (2019) Health care's climate footprint: How the health sector contributes to the global climate crisis and opportunities for action. Reston, VA: healthcare without harm
28. OECD & WEF (2023) Emissions Measurement in Supply Chains: Business Realities and Challenges, a White Paper. Genève: World Economic Forum.
29. Metzke R. Here's how healthcare can reduce its carbon footprint. 24octobre2022. Genève: World Economic Forum. <https://www.weforum.org/agenda/2022/10/cop27-how-healthcare-can-reduce-carbon-footprint/>
30. Konings I, Love E, Roberts C (2023) Time to Adapt: Accelerating Climate Adaptation for Health Equity. Paris: Foundation S, Africa-Europe Foundation
31. Buchner B, Naran B, Padmanabhi R, Stout S et al. (2023) Global Landscape of Climate Finance 2023. San Francisco: Climate Policy Initiative.
32. Eitelwein O, Fricker R, Green A et al. (2024) Quantifying the Impact of Climate Change on Human Health. Genève: World Economic Forum
33. Sovacool, B.K., Clifford, H., Pearl-Martinez, R. et al. Critically examining research funding patterns for climate change and human health. npj Clim. Action 3, 64 (2024). doi: 10.1038/s44168-024-00142-0
34. Honegger M., Michaelowa A., Pan J. Potential implications of solar radiation modification for achievement of the Sustainable Development Goals. Mitig Adapt Strateg Glob Change. 2021, 26, 21. doi: 10.1007/s11027-021-09958-1
35. Vioni D., Pitari G., Tuccella P. et al. Sulfur deposition changes under sulfate geoengineering conditions: quasi-biennial oscillation effects on the transport and lifetime of stratospheric aerosols. Atmos Chem Phys. 2018, 18(4):2787–2808. doi: 10.5194/acp-18-2787-2018
36. Keith D.W., Weisenstein D.K., Dykema J.A. et al. Stratospheric solar geoengineering without ozone loss. Proc Natl Acad Sci. 2016, 113:14910-14914. doi: 10.1073/pnas.1615572113
37. Zinsstag J, Crump L, Schelling E, Hattendorf J, Maidane YO, Ali KO, et al. Climate change and One Health. FEMS Microbiol Lett. 1er juin2018;365(11):fny085. doi: 10.1093/femsle/fny085
38. Dazé A, Church C (2021). The Link Between Climate Change and Sexual and Reproductive Health and Rights. Genève: Women Deliver
39. Meier BM, Bustreo F, Gostin LO. Climate Change, Public Health and Human Rights. Int J Environ Res Public Health. 19octobre2022;22(21):13744. doi: 10.3390/ijerph192113744.
40. Assemblée générale des Nations Unies (2022). Droit à un environnement propre, sain et durable, résolution-A/76/L.75. New York: Nations Unies

